



**HAL**  
open science

# Lecture publique et politique municipale communiste, 1920-1970

Marie-Cécile Bouju

► **To cite this version:**

Marie-Cécile Bouju. Lecture publique et politique municipale communiste, 1920-1970 : Une heureuse rencontre politique et culturelle ?. Les Territoires du communisme : Elus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes, Dec 2009, Paris, France. pp.1-9. halshs-00463653

**HAL Id: halshs-00463653**

**<https://shs.hal.science/halshs-00463653>**

Submitted on 2 Jun 2010

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Lecture publique et politique municipale communiste (1920-1970) : Une heureuse rencontre politique et culturelle ?**

Marie-Cécile Bouju, mcbouju@orange.fr  
Chercheur associé, CRHQ  
CNRS-Université de Caen

Le 5 mars 1975, Guy Hermier, membre du Bureau politique en charge des questions d'édition, présente dans le cadre d'une conférence de presse le « manifeste pour le livre ». Ce manifeste est à la fois une attaque contre la politique du gouvernement en matière d'édition et de lecture et un programme de défense du livre. La question de la lecture publique fait l'objet d'une 2<sup>e</sup> conférence, le 9 octobre 1975, dans un lieu emblématique à la fois de la banlieue rouge parisienne et de la lecture publique, la Bibliothèque municipale de Montreuil<sup>1</sup>. Cette mobilisation est accompagnée par la publication d'un livre écrit par G. Hermier et A. Spire, dont le titre, la *Bataille du Livre*<sup>2</sup>, assure que ce combat pour le livre et la lecture n'est pas nouveau pour les communistes.

Il importe pourtant d'interroger l'ancienneté de cet engagement. En effet, les recherches sur l'histoire des bibliothèques en France font clairement apparaître que la lecture en tant que service publique a été victime d'une indifférence institutionnelle *générale* jusqu'aux années 1970. De fait, loin d'être des marqueurs dans les territoires, les bibliothèques furent longtemps des institutions pauvres et invisibles dans le tissu urbain jusqu'à la fin des années 1960. Les élus locaux communistes auraient-ils fait exception ?

### **Le PCF et le livre pendant l'entre-deux-guerres : la construction d'une culture livresque militante**

Il n'est pas possible aujourd'hui de dénombrer les bibliothèques après la Première Guerre mondiale, d'autant plus que le terme « bibliothèque » incarne alors des réalités institutionnelles et matérielles très variées. Mais tous les témoins de l'époque en soulignent l'archaïsme et la pauvreté.

---

<sup>1</sup> Ministère de la culture. Politique du livre du Parti communiste, 1966-1977. 19890534, art. 3, Centre des archives contemporaines, Fontainebleau.

<sup>2</sup> Antoine Spire et Jean-Pierre Viala. *La Bataille du livre*. Éditions sociales, 1976, 302 p.

Parmi les bibliothèques publiques, les Français disposent alors de bibliothèques municipales et des bibliothèques scolaires. Les bibliothèques municipales sont en générale de création ancienne, nées des confiscations révolutionnaires. Elles sont cantonnées dans une mission de conservation et d'érudition, et disposent de budgets limités qui empêchent le renouvellement des collections et la modernisation des bâtiments. Les bibliothèques privées sont gérées par des associations laïques ou religieuses, des patronages, des syndicats. Elles sont parfois accessibles à tous (on parle dans ce cas de « bibliothèques populaires »). Très présentes dans les villes, les bibliothèques populaires accompagnent la croissance urbaine.

Après la Grande Guerre, cette situation devient intolérable pour une minorité des bibliothécaires. Deux raisons à cela. Toutes ces bibliothèques, qu'elles soient populaires ou publiques, sont majoritairement dirigées et animées par des non professionnels – les bénévoles y sont d'ailleurs légion. Cette situation va à l'encontre des revendications statutaires et salariales, et donc de la demande de reconnaissance sociale des bibliothécaires. De plus, à cette époque, les professionnels découvrent les bibliothèques anglo-saxonnes : leurs collections sont récentes et sont organisées de telle manière que les lecteurs peuvent accéder directement aux livres sur les rayons (c'est le principe du libre accès) ! De ce choc culturel naît la conviction, pour quelques uns, qu'il faut défendre la lecture comme étant un service public avec de véritables moyens matériels : un service offert à tous, pour la culture personnelle comme le loisir, dans des locaux adaptés (espace vaste et éclairé) avec des collections en libre accès. Ainsi naît en France dans les années 1920 le concept de « lecture publique ». L'Association des bibliothécaires de France (ABF) porte ce débat à partir des années vingt auprès de l'Etat, des élus, nationaux et locaux, et des intellectuels.

Le PCF a un tout autre point de vue, nourri de l'héritage du mouvement ouvrier français et de la culture politique bolchévique. Avant-guerre, la SFIO avait tenté d'éduquer politiquement ses militants, au moyen le plus souvent de l'imprimé, presse, livres et brochures, compléments des cours et conférences. Les premiers communistes héritent également des conceptions anarcho-syndicalistes de la culture, qui pourfendaient les intellectuels et leur position d'enseignants « naturels » du peuple. La bibliothèque (celles des bourses du travail en particulier) peut donc devenir un moyen d'*auto-éducation* face à la culture bourgeoise. Parti bolchévique, destiné à former des révolutionnaires professionnels, le jeune PCF met aussi la propagande – l'agit-prop – au cœur de son action. La presse et le livre sont les deux outils fondamentaux de la formation de l'avant-garde du prolétariat et de prise de conscience des masses. La bibliothèque est donc un moyen de lutte, à condition qu'elle soit arrimée au Parti : est défendue d'abord le développement des bibliothèques de cellules et les bibliothèques d'usine. C'est la lecture contrôlée collectivement qui est encouragée et non la lecture personnelle qui échappe au cadre partisan. Le PCF s'intéresse donc uniquement aux bibliothèques de cellule ou d'usines, appelées parfois « bibliothèques populaires » ou « bibliothèques ouvrières ». Pour le PCF – et bien d'autres organisations contemporaines -, une bibliothèque est un ensemble de documents, dans un lieu quelconque, gérée par un militant, dont la dévotion fait office de compétence. Ces trois héritages ont en commun d'exclure la notion de plaisir dans l'acte de lire (lire a un but politique et doit servir à la lutte collective) et, par conséquent, la lecture des romans.

Pour le PCF, les bibliothèques publiques et les bibliothèques populaires contemporaines sont des structures *utiles*. Leur état ne l'alarme pas. L'organisation de la lecture relève de l'initiative privée, associative ou partisane, puisque la culture elle-même est une culture de classe. Le Front populaire ne change guère ces conceptions.

En 1931, l'ABF avait organisé à Alger le « congrès international de la lecture publique ». Mais la crise économique a empêché les conceptions nouvelles d'être suivies d'effets. En 1936, une nouvelle association, l'Association pour le développement de la lecture publique (ADLP) reprend plus vigoureusement le flambeau. L'ADLP reçoit le soutien de quelques

hommes politiques, d'intellectuels et de syndicats. Le Centre confédéral d'éducation ouvrière de la CGT crée en 1937 une école de bibliothécaires<sup>3</sup>. Mais l'activisme de l'ADLP ne modifie pas la situation des bibliothèques en France. De même, l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR) a accueilli une section de bibliothécaires qui distillaient un discours très moderne sur l'accès au livre, mais sans effet véritable.

De fait, la bibliothèque n'est pas un sujet de préoccupation pour les édiles<sup>4</sup>. Je n'ai retrouvé aucune déclaration du Parti communiste à ce sujet. Les textes publiés sur la question sont le fruit d'initiative individuelle<sup>5</sup>. Le seul intérêt qui apparaît dans les archives du PCF est celui que leur porte le CDLP, qui voit dans les bibliothèques un débouché commercial<sup>6</sup>.

Le développement de la lecture est-il alors plus l'affaire des individus que des organisations politiques ? Si on peut parler d'un « municipalisme communiste » dans le domaine du logement ou de l'hygiène, ce qui a trait à la culture et surtout à la lecture dépend très probablement de la personnalité des édiles et de l'histoire de la commune<sup>7</sup>. Je manque d'études systématiques, mais la variété des situations confirme des intérêts locaux et non nationaux. Dans la Seine, quelques bibliothèques ouvrières sont fondées dans les années trente par le PCF, mais leur activité est modeste. En revanche, la bibliothèque municipale de Saint-Denis, considérée comme une des plus modernes de la région, dispose d'un budget trente fois supérieur à celle d'Ivry entre 1935 et 1937<sup>8</sup>. En 1937, à Montreuil se trouve la bibliothèque la plus moderne du département<sup>9</sup>. Quant au financement des bibliothèques, les élus communistes se trouvent dans le peloton de queue, derrière les socialistes et radicaux<sup>10</sup>.

Pour le PCF, la lecture est une activité certes fondamentale, mais d'abord politique et militante, et non un service public. Cette position est d'ailleurs commune à l'ensemble de la classe politique, élus nationaux et locaux.

## Le PCF et les bibliothèques pendant la Guerre froide

Si la démocratisation culturelle est un des grands projets sociaux à la Libération, en matière de lecture les avancées sont modestes. Au niveau étatique, certaines institutions sont créées, en particulier la Direction des Bibliothèques de France et de la lecture publique, au sein du ministère de l'Éducation nationale, en 1945. La même année, l'État institue des Bibliothèques centrales de prêt (BCP), destinées à desservir les zones rurales. Pour les villes des plus de 15 000 habitants, les élus sont libres d'agir à leur guise<sup>11</sup>.

---

<sup>3</sup> Noë Richter. *La Lecture et ses institutions, 1919-1989*. Plein Chant, 1989, p. 113.

<sup>4</sup> Sur la situation des bibliothèques de la Seine : Laure Léveillé. *Les Petites Bibliothèques de la République : aux origines de la lecture parisienne des années 1870 aux années 1930*. Thèse de doctorat, dir. Philippe Levillain. Nanterre : université Paris-X, 1998, 892 p., 2 vol.

<sup>5</sup> SAD [G. Sadoul]. Bibliothèques municipales. *Commune*, mars 1935, n°21, p. 1017-1019 ; *Echos des lettres. L'Humanité*, 20 septembre 1936, p. 8. L. Guilloux. Editions d'Etat ? *L'Humanité*, 14 septembre 1936, p. 8.

<sup>6</sup> En 1937, le CDLP déclare avoir 200 bibliothèques dans sa clientèle. Lettre du CDLP au Syndicat général du livre et des industries connexes, 27 août 1937, Arch. CDLP, Arch. Dép. de Seine-Saint-Denis, Bobigny.

<sup>7</sup> Emmanuel Bellanger. Spécificité, continuité et uniformisation de la gestion communiste dans les mairies de la Seine. *Des communistes en France, années 1920-années 1960*. Publications de la Sorbonne, 2002, 525 p. 293-317.

<sup>8</sup> Jean-Paul Brunet. *Un demi-siècle d'action municipale à Saint-Denis la Rouge, 1890 – 1939*. Editions Cujas, 1981, 252 p.

<sup>9</sup> Sylvie Rab. *Culture et banlieue. Les politiques culturelles dans les municipalités de la Seine (1935-1939)*. *Op. cit.*, p. 360.

<sup>10</sup> *Op. cit.*.

<sup>11</sup> Anne-Marie Bertrand. *Les Villes et leurs bibliothèques : légitimer et décider, 1945-1985*. Cercle de la Librairie, 1999, p. 45-50.

Pourtant, l'ouvrage ne manquait pas. En 1947, les Français ont accès à seulement 400 bibliothèques environ, et leur situation est médiocre<sup>12</sup>. Ce domaine reste, estime-t-on, en bonne part à la charge des associations et des organisations privées de tout type<sup>13</sup>. Ainsi, si « Peuple et Culture » défend la lecture, l'association appelle au développement des « bibliothèques populaires »<sup>14</sup>.

Le courant « moderniste » des bibliothécaires continue pourtant de revendiquer l'organisation d'une lecture dite publique. Si leur activité de groupes de pression demeure sans grands effets, la loi vient leur secours quant à la reconnaissance socioprofessionnelle. Diplômes et statuts font l'objet de textes législatifs et réglementaires<sup>15</sup>.

Le monde des bibliothèques connaît un autre changement. Suite à l'ordonnance du 22 février 1945 et à la loi du 16 mai 1946, sont créés les Comités d'entreprises, qui peuvent proposer une bibliothèque aux salariés. Ces bibliothèques ont parfois été le lieu d'affrontements assez violents : entre patronat et syndicats<sup>16</sup> mais aussi entre les syndicats, comme à Renault Billancourt entre la CGT, FO et la CGC<sup>17</sup>. Les organisations syndicales, sont disposées parfois à confier ces bibliothèques à des professionnels, mais la marge de manœuvre de ces derniers est très limitée, comme en témoigne Maurice Delarue, secrétaire général de « Travail et Culture » : « les Comités d'entreprise étant une émanation des travailleurs, c'est à eux seuls de décider ce qu'il convient ou non de mettre en leurs mains. »<sup>18</sup> Les bibliothèques des comités d'entreprise ont semble-t-il rencontré un succès certain : alors que moins de 4 % des Français sont inscrits à la bibliothèque municipale dans les années 1960, 30 % des salariés fréquenteraient des bibliothèques des Comités<sup>19</sup>. Ce succès se heurte cependant aux mêmes « problèmes » que les bourses du travail à la Belle Époque, en particulier la préférence marquée des salariés pour les romans, alors que syndicats et bibliothécaires aimeraient les voir choisir des lectures plus « utiles »<sup>20</sup>.

Les élus communistes ne font toujours pas exception à l'indifférence générale du milieu politique français vis-à-vis de la notion de « lecture publique ». Dans les discours tenus par les dirigeants du PCF, les bibliothèques modèles sont soit des bibliothèques strictement partisanses soit les Bibliothèques de la Bataille du Livre – sur lesquelles je reviendrai. Constituer des bibliothèques militantes est ainsi « une puissante arme de masse capable de nous aider à lutter en profondeur contre l'envahissement de la littérature démoralisante et dégradante du camp impérialiste et antidémocratique ». Les moyens envisagés sont

---

<sup>12</sup> Nicole Robine. *Lire des livres en France des années 1930 à 2000*. Cercle de la Librairie, 2000, p. 141 ; - Graham Keith Barnett. *La Léthargie des bibliothèques municipales. Histoire des bibliothèques françaises au XX<sup>e</sup> siècle, 1914-1990*. Cercle de la Librairie, 1992, p. 53-81 ; - Daniel Lindenberg. *Les bibliothèques dans les politiques éducatives et culturelles. Ibid.*, p. 252-271.

<sup>13</sup> Philippe Poirrier, Sylvie Rab, Serge Reneau. *Le Poids du local. Jalons pour l'histoire des politiques culturelles locales*. La Documentation française, 1995, p. 7-29.

<sup>14</sup> *Regards sur la lecture*. Le Seuil, 1949, p. 3-4.

<sup>15</sup> Anne-Marie Bertrand. *Les Villes et leurs bibliothèques...*, *Op. cit.*, p. 29-56 et 70-73.

<sup>16</sup> Pierre Guillaume. *Histoire sociale de la France au XX<sup>e</sup> siècle*. Masson, 1993, p. 113 ; - Jean-Michel Leterrier. *La Culture du travail : essai sur la politique culturelle*. Editions sociales, 1993, p. 69-70.

<sup>17</sup> Anne-Sophie Perriaux. *La Création du Comité d'établissement de Renault-Billancourt, 1945-1952*. Maîtrise d'histoire, dir. A. Prost : université Paris-I, 1983, p. 160.

<sup>18</sup> Les Bibliothèques sur les lieux de travail. Journées d'étude organisées du 20 au 22 novembre 1961 par la Commission de la République française, pour l'éducation, la science et la culture. *Bulletin des Bibliothèques de France*, n° 3, mars 1962, p. 117-146.

<sup>19</sup> Martine Poulain. *Livres et lecteurs. Histoire des Bibliothèques françaises. Tome 4 : les bibliothèques au XX<sup>e</sup> siècle*, Cercle de la Librairie, p. 273-293.

<sup>20</sup> Voir par exemple les débats au sein du Comité d'entreprise de la SNECMA à Gennevilliers. In : Nicole Chouat-Hugonnet. « La lecture à l'entreprise » : la mise en place la bibliothèque de la Bibliothèque à la SNECMA-Gennevilliers. *L'Enfance des comités d'entreprise, de leur genèse dans les conditions de la défaite de 1940 à leur enracinement dans les années 1960*. Roubaix : Centre des Archives du monde du travail, 1997, p. 298-304.

inexistants et le lieu peu commode : « chez un camarade disposant de place, chez un commerçant (café, coiffeur, etc...) ou dans tout autre local facilement accessible de façon à attirer le maximum de lecteurs. »<sup>21</sup>

Lorsqu'en décembre 1951, Julien Cain, directeur de la Bibliothèque nationale et responsable de la Direction des Bibliothèques et de la Lecture publique, fait un discours défendant la construction de bibliothèques publiques municipales, Pierre Abraham s'insurge. Il rejette un tel projet car la littérature progressiste continuera d'être écartée des collections. Même s'il admet que ces bibliothèques sont difficiles « d'accès [...] pour ceux qui travaillent », et sont rares et éloignées, seules les bibliothèques de type populaires répondent aux besoins, bibliothèques « à la portée de la main et de la bourse »<sup>22</sup>.

Et lorsque le PCF s'intéresse concrètement aux bibliothèques municipales, c'est avec un point de vue radical. En 1950, on demande aux militants de « chasser [la] littérature pourrie des bibliothèques municipales, d'entreprise, des différentes associations culturelles. »<sup>23</sup>

Dans ce cadre, les Bibliothèques de la Batailles du Livre (BBL) sont dans la droite file de l'histoire du mouvement ouvrier, bien qu'originales dans le contexte de l'histoire culturelle française. La Bataille du Livre, lancée sur une idée d'Elsa Triolet en 1949, est une des plus importantes manifestations culturelles que le PCF ait organisées après 1945. Il s'agissait de promouvoir la lecture auprès des non lecteurs en organisant des rencontres avec les auteurs. Cette lecture était politiquement orientée – la « littérature progressiste » - écrite par des auteurs communistes et compagnons de route. Mais la grande différence et originalité de la Bataille est la priorité donnée aux romans. Elle a été également un événement exceptionnel par son ampleur et sa durée, entre mars 1950 à juin 1952<sup>24</sup>.

Pour continuer ce mouvement, Elsa Triolet a défendu la constitution de bibliothèques populaires, organisées sur le modèle associatif, les Bibliothèques de la Bataille du livre. Ces Bibliothèques sont abritées dans des locaux, pas forcément appropriés, et animées par des bénévoles, rarement qualifiés pour cette activité. Le prêt est payant, les cotisations servant à acheter des ouvrages<sup>25</sup>. Si cette organisation rappelle celle des bibliothèques de cellules dans les années vingt, la similitude s'arrête là. La grande différence est le poids des romans dans les collections (entre 75 et 85 % des titres proposés). Le succès est là mais éphémère. En mai 1951, on espère constituer un réseau de 70 bibliothèques<sup>26</sup>. En décembre 1952, elles sont 800<sup>27</sup>. Mais le mouvement s'arrête officiellement en 1955<sup>28</sup>. Leur implantation a dépendu de toute évidence de celle du Parti communiste et bon nombre de BBL sont en réalité d'anciennes bibliothèques populaires rebaptisées (association, syndicat et même comité d'entreprise)<sup>29</sup>.

Les BBL étaient présentées comme des lieux possibles de diffusion d'une culture politique. Leur échec à la fin des années cinquante sont une démonstration de la limite de la

<sup>21</sup> Multiplions les bibliothèques ! *La Vie du Parti*, n°2, décembre 1947 p. 27-29.

<sup>22</sup> P. Abraham. Le témoin des lettres : à propos des bibliothèques. *Les Lettres françaises*, 20 décembre 1951, n°393, p. 2.

<sup>23</sup> La Bataille du Livre. *Apprendre*, juin 1950, n°9, p. 25-26.

<sup>24</sup> Marc Lazar. Les "Batailles du livre" du Parti communiste français (1950-1952). *Vingtième siècle, revue d'histoire*, avril 1986, n°10, p. 37-49.

<sup>25</sup> La cotisation est évaluée à 250 francs par an ou 30 par mois (soit 32 francs en francs constant).

<sup>26</sup> Bilan des Batailles du livre, 25 avril – 2 mai, [15 mai 1951], 8 p. dact., Arch. N. Devers-Dreyfus.

<sup>27</sup> F. Dupuy, Intervention. Session du Comité central, 5-7 décembre 1952, Gennevilliers, 11 p., Arch. PCF, Arch. Dép. de Seine-Saint-Denis, Bobigny.

<sup>28</sup> Gilbert Domenech et Serge Rycine. *La Bataille du livre, 1950-1952*. s.l., 1972, p. 117-121 ; - Bilan, 1952, 11 p. dact., Boîte « BBL », Fonds Aragon-Elsa Triolet, CNRS, Bibliothèque nationale de France (départ. Manuscrits occidentaux).

<sup>29</sup> Rapport général sur les BBL au début d'octobre 1951, 4 p. dact., Arch. N. Devers-Dreyfus ; - *Le Trait d'union des BBL*, novembre-décembre 1953, 1 f., dact.

constitution d'une contre-société, au niveau national comme au niveau local, en matière de lecture. Mais cet échec aura des conséquences inattendues.

## Les années soixante : De la lecture publique comme action politique

L'échec des BBL fut un facteur de la prise de conscience de l'isolement politico-culturelle du PCF, mais pas le seul. Les maisons d'édition du PCF rencontrent elles-aussi de grandes difficultés pour diffuser leurs livres hors du monde militant. D'autres faits poussent le PCF à changer son regard sur la vie culturelle. Sa presse se fait l'écho de la surprise à la découverte des premières enquêtes sur la lecture. Ces sondages, diligentés par les principaux acteurs de la chaîne du livre, soulignent que la lecture n'est pas la pratique culturelle la plus étendue. La première, en 1955, estime que 62 % des Français lisent au moins un livre par an. En 1967, seuls 4,6 % des Français fréquentent une bibliothèque municipale. A la suite de ces premières enquêtes sociologiques, est créé un Comité interministériel sur la lecture en 1966. La lecture est désormais perçue comme la matière d'une politique publique à part entière.

Ce contexte conduit la direction du PCF à privilégier un terrain qu'il connaît bien, les municipalités, lieu traditionnel d'opposition politique au pouvoir. A partir du milieu des années cinquante, le PCF modifie progressivement son discours sur la lecture. Lors du XIV<sup>e</sup> congrès du PCF, au Havre, en juillet 1956, le développement des bibliothèques municipales fait même l'objet d'une résolution. Jacques Duclos développe le propos :

« Les municipalités communistes qui se préoccupent de la santé et des besoins matériels de la population, ne sauraient se désintéresser de l'enrichissement culturel des masses populaires. Aussi se fixent-elles pour tâche de créer et de développer le goût des bonnes lectures. Dans les grandes cités, il est possible d'envisager la création d'annexes de la bibliothèque municipale dans les quartiers les plus éloignés, de façon à rapprocher les livres des travailleurs. »<sup>30</sup>

La « lecture publique » devient un des moyens pour le Parti communiste de « conserver son emprise suburbaine »<sup>31</sup>. Les élus de banlieue ou de villes industrielles doivent composer avec un urbanisme mouvant. Après avoir lutté sur le terrain de l'habitat, il faut désormais s'atteler aux infrastructures d'une population qui a des temps de loisir de plus en plus importants.

Mais la mise en place d'une politique de lecture publique représente un coût. Cela nécessite bien souvent la construction d'un nouveau bâtiment, un budget conséquent qui permet de renouveler les collections et d'embaucher du personnel qualifié. En ce qui concerne la construction, l'Etat s'engage à hauteur de 35 % de l'investissement, puis à partir de 1966 de 50 %.

Comme avant-guerre, le sort des bibliothèques, municipales ou populaires, dépend de la personnalité des élus et de l'histoire même de la ville<sup>32</sup>. Les quelques cas connus soulignent en effet que les constructions de nouvelles bibliothèques de banlieue rouge ont été inaugurées le plus souvent dans les années soixante et au tout début de la décennie 1970<sup>33</sup>. A Ivry, la Bibliothèque municipale bénéficiait de crédits annuels constants mais n'aura droit à un nouveau bâtiment qu'à partir de 1959, avec une « grande salle claire et aérée », des

<sup>30</sup> Jacques Duclos. Les municipalités au service des masses laborieuses. *XIV<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste français. Le Havre, 18-21 juillet 1956*. Comité central du Parti communiste français, 1956, p. 77.

<sup>31</sup> Emmanuel Bellanger. *Op. cit.*

<sup>32</sup> *Op. cit.*

<sup>33</sup> En 1971, on dénombre 970 bibliothèques municipales.

« rayonnages où sont disposés les livres », et l'adoption du système du « livre service »<sup>34</sup>. A Bagnolet, la municipalité communiste décide de construire une nouvelle bibliothèque pour remplacer celle de 15 m<sup>2</sup> où sont inscrits 50 lecteurs... En 1964, la ville inaugure une bibliothèque-discothèque municipale de 400 m<sup>2</sup>, avant de se lancer dans la création d'annexes et le recours à un bibliobus<sup>35</sup>. Dans une des plus anciennes et des plus puissantes communes communistes de la Seine, Gennevilliers, la bibliothèque occupait le sous-sol de la Maison pour Tous. En 1951, 328 lecteurs y étaient inscrits. A partir du début des années 1950, les élus tentent de lui donner plus de moyens, mais elle aura finalement son propre bâtiment qu'en 1969<sup>36</sup>. A Montreuil, la ville construit 3 annexes et en 1965 décide de programmer la construction d'une nouvelle bibliothèque, qui est inaugurée en 1974<sup>37</sup>.

Dans les années soixante, malgré la faiblesse des réalisations, la bibliothèque, avec ses annexes, son bibliobus, parfois sa bibliothèque pour enfants et sa discothèque, devient un équipement municipal que les élus communistes considèrent comme légitime, et à travers lui les bibliothécaires sont désormais reconnus comme des interlocuteurs de valeur. A la lecture des archives de la direction du PCF des années soixante, les bibliothèques ne sont plus des institutions désincarnées : aux réunions d'information sur les éditions ou de grandes manifestations comme la Vente du Livre marxistes, des « bibliothécaires », travaillant dans des bibliothèques de comité d'entreprises ou municipales, sont invités.

Curieusement, l'apparition dans la vie du Parti de ces professionnels de la documentation a été aidée par le mouvement des BBL. Le Centre des BBL, organisateur du réseau de bibliothèques, a diffusé, via son bulletin, auprès des responsables bénévoles une culture professionnelle sommaire mais de qualité sur la manière d'organiser une bibliothèque et le libre-accès. Cette information était très marquée par la « lecture publique »<sup>38</sup>. Le CDLP a repris cette pratique en 1958 au travers d'un bulletin, le *Trait d'union*, édité « pour les animateurs de bibliothèques d'entreprise, de quartier ou municipale ». La partie rédactionnelle et professionnelle du bulletin était visiblement entièrement rédigée par ces professionnels (au moins 7 bibliothécaires municipaux et 5 responsables de bibliothèques de comité d'entreprise). Cette publication était alors bien plus un organe de propagande professionnelle que politique.

L'ABF a rencontré ce groupe informel, travaillant dans les bibliothèques de CE ou les bibliothèques populaires, qui a visiblement soif de connaissances professionnelles modernes. A partir de 1953, au nom de la défense des compétences professionnelles des bibliothécaires, l'association organise des cours pour personnes en poste dans les CE et organise des visites des bibliothèques modèles<sup>39</sup> - *Trait d'union* s'en fera l'écho. L'objectif est à la fois de former des professionnels et de convaincre syndicalistes et élus de n'embaucher que du personnel qualifié. Le succès est manifeste. En 1959, des responsables de *bibliothèques d'entreprise*, d'hôpitaux, de bibliothèques publiques non classées<sup>40</sup>, créent au sein de l'ABF une section dite des « Petites et Moyennes Bibliothèques à rôle éducatif », qui va reprendre le flambeau

---

<sup>34</sup> *Op. cit.*

<sup>35</sup> Brigitte Maury. *La Médiathèque municipale de Bagnolet, Seine-Saint-Denis*. Rapport de stage pour le diplôme de conservateur des bibliothèques. ENSSIB, 2003, p. 9.

<sup>36</sup> Catherine Dupuy. *Un bastion communiste de la banlieue parisienne : Gennevilliers, année 1920 – fin des années 1960*. Thèse de doctorat d'histoire, dir. Jacques Girault : université Paris-13, 2003, p. 498. Cette bibliothèque est l'héritière d'une bibliothèque populaire, fondée en 1929.

<sup>37</sup> Josette Granjon. La nouvelle Bibliothèque municipale de Montreuil. *Bulletin des Bibliothèques de France*, 1975, n° 6, p. 247-254.

<sup>38</sup> Nathalie Ponsard. *Lectures ouvrières à Saint-Etienne du Rouvray des années trente à nos jours*. Thèse d'histoire, dir. Roger Chartier : EHESS, 1999, p. 224.

<sup>39</sup> *Bulletin d'informations de l'ABF*, n°16, mars 1955, p. 227-228.

<sup>40</sup> Les bibliothèques classées par l'Etat détiennent en général un fonds ancien et desservent une population importante.

de la « lecture publique »<sup>41</sup>, en insistant sur deux points : la neutralité politique de la profession et le souci du monde ouvrier<sup>42</sup>. En 1965, la section change de nom pour « section de la lecture publique ».

Le 13 juin 1966, se tient une réunion des bibliothécaires municipaux de la Seine-Saint-Denis à Bagnolet, qui conclut sur la nécessité absolue de professionnaliser les employés municipaux. Ce nouveau groupe départemental est représenté par Josette Dumeix (Bagnolet) et Mme Sadowsky (Drancy). Le 22 novembre 1967, un groupe dit « Ile de France » (GIF) se crée au sein de la section de la lecture publique de l'ABF<sup>43</sup>, groupe marqué par le poids de la « banlieue rouge ».

En février 1964, le secrétariat du PCF avait organisé à Bagnolet « une rencontre des bibliothécaires et des responsables des centres culturels communistes ».<sup>44</sup> Le choix de cette ville n'était pas dû au hasard : la bibliothèque de la ville était dirigée par Josette Dumeix, membre du PCF depuis 1935 et ancienne résistante. Après plusieurs années comme permanente, elle était devenue au début des années 1960 bibliothécaire, s'investissant totalement dans son nouveau métier, d'abord à Pierrefitte, qui inaugure sa bibliothèque en 1967<sup>45</sup>. Ensuite, elle suivit le chantier de la nouvelle bibliothèque de Bagnolet, jusqu'alors installée « dans un pigeonnier mansardé de la mairie », n'hésitant pas à faire appel au ministère pour avoir un avis technique<sup>46</sup>. Jacqueline Gascuel, qui en 1965 a été nommée à la tête d'une bibliothèque de la banlieue rouge, témoigne de la singularité de la composition de ce groupe : « Au GIF, le groupe régional d'Île-de-France, je côtoyais des collègues moins bien pourvus de titres universitaires que moi... mais bien plus compétents ! Ils étaient riches de leur expérience humaine : certains, comme Josette Dumeix<sup>47</sup>, s'étaient engagés dans la Résistance ; d'autres, comme Édith François<sup>48</sup>, avaient l'expérience d'un travail en usine... »<sup>49</sup>

En 1968, le GIF organise une réunion départementale en Seine-Saint-Denis, à la Bibliothèque municipale d'Aubervilliers. Le thème n'est pas frontalement politique mais franchement revendicatif : « situation administrative du personnel dans les bibliothèques municipales »<sup>50</sup> Le groupe prend aussi nettement position en 1969 en faveur d'un type particulier d'architecture, qui privilégie les espaces publics et non les espaces de conservation, ce qui traduit parfaitement les conceptions mêmes de lecture publique.

L'audience du GIF dépasse le cadre local. La Fédération nationale des centres culturels communaux organise le 28 février et 1<sup>er</sup> et 2 mars 1969 à Saint-Dié une journée d'études sur les bibliothèques publiques. 35 responsables de bibliothèques de région

---

<sup>41</sup> Création d'une section des « Petites et Moyennes Bibliothèques à rôle éducatif ». *Bulletin d'informations de l'ABF*, n°29, juin 1959, p. 103-104 ; - Jean Hassenforder et Thérèse Pila. L'Innovation vient des marges. *Bibliothèque(s), revue de l'association des bibliothécaires français*, n° 28, juin 2006 (n° spécial. L'ABF a cent ans), p. 50-55.

<sup>42</sup> Yvette Enjolras. L'aspect social des bibliothèques municipales et le rôle du bibliothécaire. *Bulletin d'informations de l'ABF*, n°30, novembre 1959, p. 133 – 136.

<sup>43</sup> Anne-Marie Bertrand. *Les villes et leurs bibliothèques ...*, *Op. cit.*, p. 172

<sup>44</sup> Secrétariat. Décisions du 4 février 1964, Arch. PCF, Arch. Dép. de Seine-Saint-Denis, Bobigny.

<sup>45</sup> Elle comporte une discothèque ce qui est extrêmement moderne pour l'époque. A l'inauguration, une « signature vente » est organisée, et sont invités Mouloudji, J.-P. Rosnay et Jean Kanapa. *Bulletin des bibliothèques de France*, n° 9-10, septembre- octobre, p. 364.

<sup>46</sup> Josette Dumeix. Un bon départ à Bagnolet. *Trait d'union*, n°22, février-mars 1964, p. 2

<sup>47</sup> Bibliothèque municipale de Bagnolet.

<sup>48</sup> Bibliothèque municipale de Malakoff.

<sup>49</sup> Secteur, dites-vous ? Entretien avec Jacqueline Gascuel. *BIBLIOTHÈQUE(s), revue de l'Association des bibliothécaires de France*, n°28, juin 2006.

<sup>50</sup> Groupe d'Ile de France de lecture publique. *Bulletin d'informations de l'ABF*, n°60, 3<sup>e</sup> trimestre 1968.

parisienne sont présents dont celles d'Aubervilliers, Bagnolet, Gennevilliers, Malakoff et Saint-Denis<sup>51</sup>.

Il est indubitable que les élus locaux communistes de la banlieue rouge parisienne ont travaillé avec des membres du GIF dans les années soixante. Cette rencontre a été déterminante pour l'évolution du discours communiste sur les bibliothèques. D'une part ce groupe, en raison de sa composition, a probablement su parler aux élus communistes pour les convaincre de la nécessité d'abandonner l'idée de bibliothèque militante ou associative pour un *service public* de la lecture. D'autre part, il a apporté dans ses bagages une culture professionnelle dont ces élus étaient ignorants, et donc défendu la nécessité d'embaucher de véritables professionnels et non plus des militants même dévoués.

De cette « alliance »<sup>52</sup> naît une légende dans les années 1970, fondamentale dans le discours politique communiste, celui d'un intérêt ancien pour la lecture publique et les bibliothèques. Cette légende a beaucoup fait pour l'image du PCF, même si la réalité est moins glorieuse sans être pourtant honteuse : celle d'une prise de conscience tardive et lente, même si elle fut plus précoce que pour d'autres groupes politiques.

---

<sup>51</sup> Journées d'études sur les bibliothèques publiques. *Bulletin des Bibliothèques de France*, 1969, n° 6, p. 270-275.

<sup>52</sup> Martine de Lassalle. *L'Impuissance publique : la politique de la lecture publique en France (1945-1993)*. Thèse de sciences politique, dir. Daniel Gaxie, université Paris-I, 1996, p. 226.